

# paysage énergétique européen



du Nord, future « centrale de l'Europe »

**Jean-Luc Maurange**

« L'hydrogène, indispensable complément des éoliennes »

ENTRETIEN

B.J.

L'augmentation de la capacité éolienne en mer du Nord va aussi permettre de doper la capacité de production d'hydrogène vert. « Soit un des piliers de la transition énergétique », souligne Jean-Luc Maurange, le patron du groupe John Cockerill, l'un des principaux producteurs mondiaux d'électrolyseurs.

**En quoi cet accord pour doper l'éolien en mer du Nord est-il important ?**

Il l'est pour l'Europe, qui accélère évidemment son mouvement vers la transition climatique et l'indépendance énergétique à la suite de la crise en Ukraine. Cet accord est très important aussi pour la Belgique, parmi les quatre pays signataires, car elle va renforcer davantage encore une position déjà enviable et enviée, notamment par l'expertise acquise par ses entreprises dans les parcs *offshore*.

**Qu'en est-il de l'hydrogène, dont le développement fait partie de l'accord ?**

Il y a quelques années, on évoquait discrètement l'hydrogène pour éventuellement faire rouler des voitures. Désormais, il est perçu comme un vecteur central de la transition énergétique, à deux niveaux. D'abord, pour stocker et transporter l'énergie électrique, notamment celle produite par les éoliennes. Ensuite, et c'est tout aussi essentiel, l'hydrogène est le vecteur qui va permettre à l'industrie lourde de s'inscrire dans la transition climatique, notamment en remplaçant le gaz dans certains processus. L'hydrogène vert, produit au départ du renouvelable (solaire dans le sud, éolien en mer du Nord, entre autres), est donc un des socles de la transition. Et la Belgique entend, comme on le sait, se positionner par ailleurs en tant que porte d'entrée et distributeur de cet hydrogène en Europe.

**Quel est le rôle de John Cockerill ?**

Nous produisons des électrolyseurs, soit ces équipements qui utilisent l'électricité verte pour séparer l'oxygène et l'hydrogène au départ de l'eau : des équipements qui font donc le lien, indispensable, entre la production d'électricité et la production d'hydrogène. Nous avons installé l'an dernier le tiers des nouvelles capacités d'électrolyseurs dans le monde, nous avons investi dans une « gigafactory » en France (qui fabriquera des électrolyseurs pour une capacité totale de 1 GW par an, NDLR) et allons le faire en Belgique, pour un montant de l'ordre de 100 millions. Les besoins sont immenses. Il est donc urgent, avec le soutien des pouvoirs publics, d'accélérer le mouvement en Europe également.

qui représente plus de la moitié de la capacité nécessaire pour atteindre la neutralité climatique de l'UE », affirme la Déclaration. « Cela contribuera aussi à la production à grande échelle d'hydrogène vert sur terre et en mer. Nous avons fixé des objectifs combinés d'une capacité de production d'environ 20 GW d'ici à 2030 et nous envisageons d'étendre encore notre production à l'horizon 2050. »

**Quadrupler la production éolienne en mer**

Concrètement et entre autres mesures, la Belgique entend quadrupler d'ici 2040 à 8 GW sa production éolienne en mer (2,2 GW actuellement), via l'augmentation de la capacité du nouveau parc Princesse Elisabeth mais aussi la modernisation, avec de nouvelles éoliennes plus puissantes, des parcs déjà existants – sachant que la façade maritime de notre pays est limitée à 65 kilomètres. Pour le Danemark, l'objectif est porté à 10 GW d'ici 2030 et 35 GW en 2050 ; pour les Pays-Bas, à 21 GW d'ici 2030 ; pour l'Allemagne, à 30 GW en 2030 et 70 GW en 2045.

Etant du voyage avec Alexander De Croo, la ministre de l'Énergie, Tinne Van der Straeten (Groen), souligne que notre pays ne part pas d'une feuille blanche. « C'est à la fois le couronnement et l'accélération d'un an et demi de travail », assure-t-elle. « Nous avons déjà décidé successivement de construire la première île énergétique hybride de la mer du Nord, permettant l'interconnexion

de nos parcs éoliens, nous avons signé ensuite un accord avec le Danemark pour construire un câble sous-marin reliant nos parcs respectifs, et nous avons décidé en novembre dernier d'augmenter la capacité de la zone Princesse Elisabeth de 3,5 GW à 6 GW. »

En ligne de mire, également, se profile un marché d'importance au sein duquel, une fois n'est pas coutume, la Belgique entend profiter d'un réel avantage comparatif. « Nos entreprises sont des leaders de l'éolien *offshore*, elles contribuent à la construction de grands parcs en Écosse, en France ou encore aux États-Unis », poursuit la ministre. « Elles sont louées pour leur expertise technique, leur savoir-faire et leur capacité d'innovation. »

Raison pour laquelle d'ailleurs, la délégation belge à Esbjerg comportait aussi une forte représentation d'entreprises parmi lesquelles Deme (dragage), le port d'Anvers, les gestionnaires de réseau de gaz Fluxys et d'électricité Elia, mais aussi les transporteurs maritimes CMB et Euronav, ainsi que le groupe John Cockerill, qui a fait de l'hydrogène vert un vecteur essentiel de sa croissance (lire le secondaire ci dessous).

Selon les évaluations belges, l'éolien, qui représente 14.000 emplois aujourd'hui, pourrait en représenter près du double d'ici 2030. « Avec cet accord, la Belgique se place en tête des pays européens qui lient la transition vers le renouvelable local à une politique industrielle réussie », assure Alexander De Croo.



La Belgique entend se positionner en tant que porte d'entrée et distributeur de cet hydrogène en Europe



**L'embargo européen sur le pétrole russe reste en rade**

Et pendant ce temps... l'embargo européen progressif sur le pétrole russe proposé il y a deux semaines dans le cadre du sixième paquet de sanctions des Vingt-Sept à Bruxelles ont pu en reparler ce mercredi mais rien n'a bougé. L'espoir, nous dit-on, est de débloquent le dossier au début de la semaine prochaine, au niveau du « coreper », le comité des représentants permanents des gouvernements. Le plan « RePowerEU » présenté mercredi par la Commission pourrait contribuer à la solution. On sait que le projet est « retenu en otage » par la Hongrie de Viktor Orban, qui dépend totalement du pétrole russe. Derrière lequel, disent les diplomates, « se cachent » des pays enclavés aux problèmes similaires, Tchéquie, Slovaquie, Bulgarie. A savoir, un besoin d'investissements lourds pour se passer de ce brut, dénicher des approvisionnements alternatifs et recalibrer leurs raffineries. Or le plan de la Commission a prévu un montant de 1,5 à 2 milliards d'euros pour les infrastructures pétrolières. « J'espère que la menace qui pèse à nos frontières est plus importante mais on cherche pour chacun à atténuer les problèmes », confie mercredi un haut fonctionnaire de l'UE. Suffisant ? Lundi, Budapest évoquait de 15 à 18 milliards, dans une déclaration confuse. Selon Bloomberg, la Hongrie aurait plutôt chiffré ses besoins à 770 millions. La secrétaire au Trésor américain Janet Yellen suggère pour sa part aux Européens de s'attaquer en parallèle immédiatement aux ressources de Poutine, en imposant un plafond au prix ou des droits de douane sur ce pétrole. PHILIPPE REGNIER

**Energie : des achats groupés européens pour faire baisser les prix**

En marge de son plan REPowerEU, la Commission européenne s'est également penchée sur les solutions à court terme pour tenter de refroidir le marché et soulager les consommateurs – particuliers et entreprises – confrontés à l'explosion de leurs factures. Hélas, « il n'y a pas de solution miracle », reconnaît un haut fonctionnaire européen. « On ne va pas réduire les factures de gaz d'un coup de baguette magique. »

La Commission s'attend à ce que les prix du gaz – et par ricochet ceux de l'électricité – restent élevés au moins jusqu'à la fin du prochain hiver, autour de 100 euros/MWh. Et la baisse attendue après cette échéance ne devrait être que fort progressive : quand bien même on redescendrait à 40 euros/MWh d'ici la mi-2025 pour le gaz naturel, comme l'exécutive le projette, on serait encore à plus du double du cours à la mi-2021. Sans compter les aléas géopolitiques – notamment le cours que prendra la guerre en Ukraine – qui peuvent à tout moment faire dérailler les prévisions.

Dans ces conditions, la Commission incite les Etats-membres à piocher dans la « boîte à outils » mise à leur disposition depuis la fin de l'année passée, qui permet par exemple aux gouvernements de réguler les tarifs pour les consommateurs les plus vulnérables, ou d'aller chercher les profits excédentaires (« windfall profits ») dans les poches des producteurs d'électricité – qui profitent des prix hauts – afin de financer des politiques d'aide aux citoyens et aux entreprises. On pense par exemple aux centrales nucléaires ou hydroélectriques, dont les coûts d'exploitation sont restés peu ou prou inchangés et dont les marges ont mécaniquement gonflé. On sait qu'en Belgique, la ministre fédérale de l'Énergie a demandé à la Banque nationale de lui proposer une solution pour mettre sur pied une contribution spéciale de crise qui frapperait le secteur énergétique – en plus de la « taxe nucléaire » dont le montant devrait dépasser 600 millions d'euros.

L'exécutif européen se refuse toutefois pour l'instant à emprunter la voie des prix maximaux (« price caps ») pour le gaz et l'électricité à l'échelle de l'Union, comme certains pays – dont la Belgique – le demandent. Une telle solution aurait pour conséquence de trop perturber le fonctionnement des marchés, notamment celui de l'électricité, estime la Commission. Cette dernière envisage toutefois la mise en place d'un prix unique du gaz dans l'hypothèse où la Russie déciderait unilatéralement de fermer complètement ses robinets. Une telle limite de prix devrait toutefois être limitée dans le temps et « ne devrait pas compromettre la capacité de l'UE à attirer des sources alternatives de fourniture de gaz ».

Pour faire baisser les prix, la Commission fonde beaucoup d'espoir dans la mise en place d'une plateforme commune d'achat de gaz, qui sera accessible aux Etats-membres et aux sociétés gazières sur base volontaire. « On pense évidemment à ce qui a été fait pour les vaccins contre le covid, même si cela ne se fera pas aussi vite », explique une autre source européenne. « Mais en négociant des contrats groupés à long terme pour du LNG par exemple, cela aura un effet de pression à la baisse sur les prix. D'autant que de tels partenariats pourraient en terme permettre de basculer d'achats de gaz vers de l'hydrogène vert. » BERNARD PADOAN